

Le travail gâché

LE CAPITALISME, UNE IMMENSE MACHINE DE DESTRUCTION

Le capitalisme, en concentrant le travail, en l'organisant de façon scientifique et systématique, en introduisant les machines à tous les stades de la production, a permis de faire un bond considérable dans l'économie. Le mot "économie" a pris tout son sens à notre époque, car c'est à notre époque qu'on a vraiment fait un progrès considérable dans l'économie du temps nécessaire pour produire les biens.

Comptée en cheval-vapeur, l'énergie animale était de même pas un cheval-vapeur (1 CV) jusqu'à l'an 1000, où l'on utilisait l'âne, le boeuf, le cheval ou l'homme. Les moulins à eau ou à vent multiplient ensuite cette puissance par 10. Mais la machine à vapeur qui inaugure la révolution industrielle il y a deux siècles, fait directement passer l'énergie produite à 100 chevaux-vapeur. Et la centrale électrique qui apparaît il y a à peine un siècle la fait passer à 100 000 CV.

Les machines qui sont mises en œuvre grâce à cette énergie, font faire des progrès considérables à la productivité. De 1830 à 1989, en un siècle et demi donc, le gain de productivité en France est de près de 27 fois ("Alternatives Economiques", mai 91). C'est-à-dire que pour produire le même objet, il faut en moyenne 27 fois moins de temps de travail.

Autre miracle du capitalisme, c'est que ce progrès est incessant. En Belgique, en 1985, il fallait 40 000 ouvriers pour produire 10,5 millions de tonnes d'acier. Cinq ans plus tard, il suffit de deux fois moins d'ouvriers (21 000) et on produit 10 % de plus. Au cours des années 80, en France, la production de richesses a augmenté de 30 % alors que la quantité annuelle de travail nécessaire a baissé de 10 % ("Monde diplomatique", mars 93).

Mais où vont toutes ces richesses produites en quantité toujours plus grandes et à un rythme accéléré ? Nous savons tous confusément que tout le monde n'en profite pas, ou pas autant. Il y a ce qu'on appelle à juste titre des injustices.

Officiellement, 400 000 ménages touchent le RMI aujourd'hui en France, c'est-à-dire 2 200 francs par mois. Mais si l'on compte l'ensemble des personnes disposant de moins de 60 francs par jour, c'est-à-dire moins de 2 000 francs par mois, on parvient à 4 millions de personnes. Et si l'on va de 60 jusqu'à 90 francs par jour, on trouve encore 4 autres millions de personnes. Il y a donc aujourd'hui en France 8 millions de personnes qui vivent avec moins de 3 000 francs par mois.

Ce n'est pas le hasard de la distribution, la malchance individuelle, ou le manque d'intelligence qui expliquent une telle injustice, et à si grande échelle. C'est que le système tout entier est basé sur l'injustice. Il consiste à tirer des profits à un bout de la société pour les faire passer et les accumuler à l'autre bout. Le mécanisme est très simple dans le cas de l'ouvrier. L'ouvrier n'est payé qu'au prix de ce qu'il lui faut pour renouveler sa force de travail. C'est-à-dire se nourrir, se loger, se vêtir, se reproduire. Certes on lui donne l'illusion, avec la possibilité d'avoir un livret de Caisse d'Epargne, qu'il peut jouer au capitaliste. Mais le plus souvent, l'ouvrier n'a aucune idée de ce que sont les comptes réels du capitaliste.

Là où l'ouvrier place, dans une période faste, 1 000 francs par mois à la Caisse d'Epargne, ou en PEL ou en PEP, cela lui rapporte de l'ordre de 500 francs par an. Les riches peuvent placer au même moment, à la Caisse d'Epargne ou plutôt en Bourse, des sommes de l'ordre de 500 000 francs qui leur rapportent des 20 ou 50 %, c'est-à-dire de quoi vivre tranquillement sans jamais travailler. C'est ce qu'ils appellent "faire travailler l'argent".

L'ouvrier, qui n'ose imaginer à quel point le système capitaliste est effarant, croit souvent que de tels chiffres sont des exceptions, que c'est le cas de quelqu'un "qui a réussi". Eh bien, cela aussi est une erreur, car c'est tout le système qui fabrique d'un côté une classe de pauvres, et de l'autre toute une classe de riches.

D'après les chiffres du ministère des Finances pour 1992, 150 000 foyers sont soumis à l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, l'ISF. La base à partir de laquelle s'applique cet impôt est de 4 millions et demi de francs. En moyenne chacune de ces 150 000 familles riches dispose de quelque chose comme 9 millions de francs de patrimoine.

Pourquoi toute cette richesse s'accumule-t-elle aussi facilement, aussi naturellement et à une telle échelle ? Parce que l'ouvrier ne touche que son salaire, que ce qu'il lui faut pour vivre et se reproduire, et que cette partie-là, grâce aux gains de productivité, est de plus en plus facile et rapide à produire et coûte donc de moins en moins. Et que tout le reste, l'immense partie des fruits du travail, qui ne cesse d'augmenter, est automatiquement récupérée par le patronat, qui se bat ensuite entre patrons et riches pour se la partager.

Ce fonctionnement n'est pas seulement injuste. Il est aberrant. Parce que les riches peuvent devenir plus nombreux, - ils n'étaient que 115 000 en 1983 à être soumis à l'impôt sur la fortune - mais il leur est impossible à eux seuls de digérer tout le produit des richesses qu'ils accumulent.

150 000, 300 000 ou même 500 000 personnes ne peuvent consommer le travail de près de 8 millions d'ouvriers et de près de 7 millions d'employés et de membres de la fonction

publique. Alors, le système tente de faire consommer par ces millions de travailleurs le plus possible. Et tous les capitalistes se sont acharnés pour trouver le moyen de vendre toujours plus facilement, toujours plus vite : par démarchage, par correspondance, à crédit.

Mais, on l'a vu et revu, les 20 millions de salariés n'ont que leur salaire pour acheter. Et les salaires n'augmentent pas, ou alors de façon dérisoire par rapport aux capacités de production.

Le résultat est automatique : c'est l'indigestion, ou pour parler poliment, la crise.

Dès le début du capitalisme, puis tout au long de son histoire, c'est ce problème qui a été à l'origine des crises. Tous les 5 ans, ou 7 ou 8, l'économie entre en convulsions. La crise commence par le blocage de la vente dans tel ou tel domaine : crise du coton en 1837, crise de la construction des chemins de fer en 1847, crise bancaire en 1857, etc. Au début du siècle, crise de l'automobile en 1913, puis krach général de tout l'économie mondiale en 1929. Quant à ces dernières années, on a eu droit à plusieurs crises de l'énergie comme en 1973, de la monnaie, de la dette, etc.

Le point de départ de la crise, c'est le moment où une production ne va plus être achetée. Non pas que tous les besoins soient satisfaits, ce n'est pas cela qui compte. Mais le pouvoir d'achat étant ce qu'il est, il commence à y avoir mévente.

Même quand les capitalistes sentent que ce moment arrive, chacun espère que c'est la production de l'autre qui ne sera pas vendue. Chacun fait tout pour que la sienne continue de l'être encore un peu. C'est donc quand on se retrouve avec un marché encombré d'invendus, du grossiste au détaillant, qu'ils décident de stopper la production. Et ils mettent alors à la porte une première charrette de travailleurs. Seulement, le phénomène va faire boule de neige, car des milliers de travailleurs se retrouvant au chômage, cela ne règle pas du tout le problème, cela l'aggrave. Cela veut dire encore moins de pouvoir d'achat au total. Et d'un domaine particulier, la crise s'étend alors à d'autres. Et à chaque fois la réaction individualiste des patrons est aussi illogique : mettre au chômage leurs ouvriers, donc aggraver la crise encore.

Quand on nous parle aussi de crise monétaire ou de crise de la dette, c'est le même problème qui se cache derrière ces mots. La crise de 1929, d'ailleurs, a été aussi au départ une crise de l'endettement. En effet, pendant de longs mois, de longues années, les capitalistes avaient trouvé un moyen pour continuer à écouler leurs produits, sans toucher, bien sûr, au principe du salariat : en instaurant le crédit. Ils se sont mis à l'utiliser massivement, mais le résultat final est que lorsque la crise a éclaté, la surproduction et la destruction qui s'en est suivie ont été bien plus massifs.

En 1929, cette crise partie des Etats-Unis finit par toucher toute la planète provoquant la mise en chômage de dizaines de millions de travailleurs, sur tous les continents. A la suite de cette crise, le niveau de la production va être divisé par trois aux Etats-Unis en trois ans.

Imaginons un instant que du jour au lendemain toutes les productions soient divisées par trois ! Trois fois moins de pièces détachées pour réparer les choses, trois fois moins d'essence, trois fois moins de médicaments. Voilà ce que le capitalisme sait faire et qu'il a fait.

De nos jours, cette destruction est moins brutale, parce que la crise a pris une forme plus rampante, mais il y a toujours destruction d'une bonne partie du travail humain.

Depuis 1973-1974, le capitalisme est empêtré dans une nouvelle crise mondiale qui n'a pratiquement plus cessé. C'est la plus longue crise de toute son histoire. Chaque fois qu'on nous annonce le bout du tunnel, on voit la crise changer de forme : la crise du pétrole de 1973 s'est transformée en crise de production en 74-75, puis en crise de l'investissement, suivie d'une crise de la spéculation, qui a fini par exploser en krach boursier en 1987.

Toutes ces crises, sous une forme ou sous une autre, signifient des gens jetés à la rue, des machines délaissées, des usines construites pour rien, des super-pétroliers qui rouillent dans les fjords de Norvège, des montagnes de produits alimentaires qui sont stockés à grands frais, des primes aux paysans qui cessent leurs cultures et mettent leurs terres en jachère, etc. Bref, des destructions plus ou moins déguisées, du travail humain gâché.

Par exemple, les stocks. Dans les sociétés qui ont précédé le capitalisme, quand on fait des stocks, c'est, bien évidemment, pour subvenir aux moments difficiles, intempéries ou autres. Le capitalisme a fait des stocks exactement l'inverse. Ses stocks lui servent à maintenir les prix du lait, de la viande, du beurre ou des céréales, élevés. En clair, cela écarte la possibilité pour les plus pauvres d'en acheter.

Leurs stocks s'accumulent pendant que des millions de gens meurent de faim sur cette terre. Et il faut savoir que pour les stocker aussi, on dépense de l'argent : 25 milliards de francs par an dans le cas de la France.

Autre exemple, toujours pour maintenir les prix élevés, la Communauté européenne a prévu de mettre en jachère, c'est-à-dire à l'abandon, 15 % des terres cultivées, de quoi nourrir au moins 50 millions de personnes, avec une alimentation de type européen donc. Et là aussi, on paye les agriculteurs pour accélérer cette destruction.

Parce que la bourgeoisie ne peut digérer toutes les richesses qu'elle vole, le système doit donc détruire toute une partie de travail humain par ailleurs obtenu dans des conditions, on l'a vu, difficiles pour les travailleurs.

En fait, il se passe avec la production ce qui se passe avec le chômage : le capitalisme détruit en proportion de ce qu'il produit.

Les économistes n'ont jamais osé faire le calcul de ces destructions. Combien coûte le gâchis dû à leur guerre économique et à la concurrence, où des milliards partent en fumée simplement pour qu'un PDG devienne un plus gros PDG ? Combien coûte le gâchis dû au chômage, qui atteint les 35 millions de chômeurs dans l'ensemble des pays riches, et on ne sait combien d'autres dizaines de millions dans les bidonvilles du tiers monde ? Combien coûte leur crise permanente ?

Les conditions de vie et de travail de l'ouvrier d'aujourd'hui ressemblent beaucoup à ce qu'elles étaient pour l'ouvrier de 1936. En 1936 comme aujourd'hui, on travaillait 40 heures grosso modo et l'on avait les premiers congés payés. Or la productivité depuis cette époque a été multipliée par six. Ce qui veut dire qu'il faut six fois moins de temps pour produire les mêmes choses.

Si rien n'était gâché, si le fruit du travail était respecté, on serait six fois plus riche, et l'on aurait six fois moins de souci à se faire pour vivre.

Où est passée la différence ? En partie dans le gâchis des crises, des concurrences, des guerres économiques et des guerres tout court. Et le reste a servi à accentuer l'écart entre le patrimoine des plus riches et le nôtre, entre les Livrets A de Caisse d'Epargne et l'impôt sur la fortune.

Maintenant, qu'on regarde ce que donne ce fonctionnement au niveau de la planète, on a une vision catastrophique. Le capitalisme fait vivre aux peuples de la planète les conditions qu'il avait inaugurées à ses débuts en Europe. Aujourd'hui, 500 millions d'enfants travaillent dans des conditions sordides. Les deux tiers de la population mondiale n'ont pas leur besoin minimal en calories satisfait. Chaque jour, 40 000 enfants de moins de cinq ans meurent de malnutrition.

Là aussi, la bourgeoisie intoxique les travailleurs en laissant entendre que c'est un problème bien difficile à résoudre, que cela coûterait cher de changer cela. En tant qu'êtres humains, et en tant que travailleurs, nous devons proclamer qu'au contraire des bourgeois, nous sommes prêts à n'importe quel sacrifice pour voir cette situation stopper. Autant les sacrifices qu'on nous demande pour soi-disant sauver l'économie ne sont pas justifiés, autant ceux-là le seraient pleinement dès lors que les travailleurs en contrôlèrent l'application.

Et en tant que socialistes, nous devons savoir que ce n'est pas vrai que cela coûte si cher. Kouchner s'est fait une belle publicité en demandant à tous les enfants des écoles de France d'envoyer un kilo de riz pour la Somalie. Mais ces tonnes de riz, au total, c'était tout juste le prix d'un seul et unique hélicoptère, sans même ses systèmes d'armes.

Un organisme catholique a calculé qu'il suffirait de redistribuer 3 % de la production mondiale de céréales pour régler le problème de la faim. Oui, la réalité est odieuse : il suffirait de quelques dizaines de francs par an pour sauver de la faim et de la maladie un être humain. Ce sont des choses qui ne coûtent presque plus rien de nos jours.

Mais le système capitaliste est incapable de faire cela. Car il ne s'intéresse aux gens que s'ils peuvent lui acheter. Alors l'économie capitaliste est tout sauf "économique", elle est au contraire un formidable gâchis planétaire.

février – juin 1993